

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 14
Présents : 08
Pouvoirs : 00

BUREAU DELIBERATIF SÉANCE DU 24 FEVRIER 2020 A 09H00

Délibération BT2020/02/24 - 25 – Demande d'une subvention Fond Social Européen auprès du Département de la Seine-Saint-Denis pour le financement de l'accompagnement dans la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion en 2020

Rapporteur : Jean-Michel GENESTIER, 7^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 18 février 2020

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : Salle du 8^{ème} étage - Hôtel de Ville de Rosny-sous-Bois - 20, rue Claude Pernès - 93110 Rosny-sous-Bois.

PRÉSENTS : Mmes et MM. BAILLY Dominique, CAPILLON Claude, CRANOLY Rolin, GENESTIER Jean-Michel, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. COPPI Katia, DEMUYNCK Christian, KLEIN Olivier, MAHEAS Jacques, SCHLEGEL Eric, TORO Ludovic

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. MARTIN Pierre-Yves

LE BUREAU,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2019/05/28-02 en date du 28 mai 2019, portant délégation d'attributions du Conseil de Territoire au Bureau pour demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2017/10/17-05 définissant l'intérêt territorial en matière d'action sociale,

VU le programme opérationnel national français pour la mise en œuvre du Fonds social européen en France métropolitaine sur la période 2014-2020,

CONSIDERANT la compétence de l'Etablissement public territorial en matière d'accompagnement des maîtres d'ouvrage dans la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion à compter du 1^{er} janvier 2018,

CONSIDERANT l'appel à projets du Fonds social européen du Conseil département de la Seine-Saint-Denis intitulé « Développement des clauses sociales »,

CONSIDERANT que le projet intitulé « Coordination et animation de la clause sociale sur le Territoire de Grand Paris Grand Est » s'inscrit dans cet appel à projets FSE,

CONSIDERANT le plan de financement du projet intitulé « Coordination et animation de la clause sociale sur le Territoire de Grand Paris Grand Est » tel que :

- Le coût total éligible prévisionnel du projet s'élève à 754 535,09€ sur trois ans ;
- Le cofinancement sollicité auprès de l'Union européenne via le FSE, au titre de la politique européenne de cohésion, s'élève à 369 722,20€ (49 % du coût total éligible) sur trois ans ;
- Une subvention de 60 000 € par an est actée par convention avec la Société du Grand Paris) ;
- Une subvention de 17 000 € par an est actuellement négociée auprès du Département de la Seine-Saint-Denis ;
- L'autofinancement de l'opération s'élève à 140 812,89 € sur trois ans, soit 19% du coût total éligible.

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

APPROUVE le plan de financement du projet intitulé « Coordination et animation de la clause sociale sur le Territoire de Grand Paris Grand Est » tel que présenté ci-dessus.

AUTORISE le Président à solliciter auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis une subvention FSE d'un montant de 369 722,20€ pour le financement de l'opération intitulée « Coordination et animation de la clause sociale sur le Territoire de Grand Paris Grand Est ».

AUTORISE le Président à remplir toutes les formalités y afférentes.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 24/02/2020.

Affiché - Notifié le

04 MAR. 2020

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON